

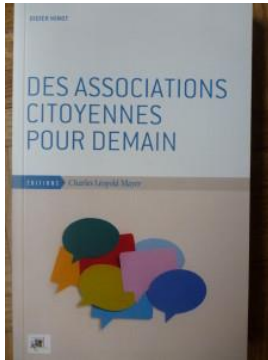
Annexe « Le CAC, 10 ans : communiquer une histoire (une histoire de communiqués) »

Liste des livrets/livres/répertoires du CAC depuis sa création

LIVRE / Septembre 2013

Des associations citoyennes pour demain

de Didier Minot, aux éditions Charles Léopold Mayer

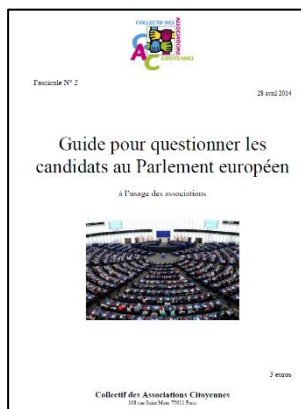


Le livre « des associations citoyennes pour demain » a été rédigé à partir des réflexions du Collectif des Associations Citoyennes résultant d'une indignation face à une réduction marchande du fait associatif. Mais comme l'indignation ne suffit pas, ce livre tente de comprendre les causes, les mécanismes...

Objectifs : faire connaître la diversité des actions menées par des associations citoyennes ; montrer en quoi ces initiatives répondent aussi à la crise globale actuelle. Ces initiatives de citoyens associés commencent à construire des solutions (au niveau local ou mondial), et indiquent les contours d'une société où la coopération, la solidarité, l'égalité et la fraternité sont au fondement d'un autre monde. De multiples exemples sont développés. Ce livre est donc une invitation à un changement de regard et à la mobilisation.

GUIDE / Avril 2014

Guide pour questionner les candidats au Parlement européen à l'usage des associations



Les associations sont directement concernées par les élections européennes. En effet, 80% des lois votées en France sont des transpositions de décisions européennes prises dans l'opacité la plus totale, en l'absence de toute démocratie. En particulier, la réglementation européenne influe fortement sur la marchandisation des actions associatives, d'utilisation croissante des appels d'offres au détriment des subventions et largement sur une vision utilitariste de l'action associative, alors que l'essentiel de leur valeur ajoutée est faite de développement humain, de participation à la vie de la cité, de renforcement du lien social et d'épanouissement des personnes.

Il est donc essentiel que les associations s'impliquent dans la campagne des élections européennes pour poser des questions qui engagent leur avenir. La question posée dans ce fascicule est de préciser **en quoi les associations sont concernées par la construction européenne et quelles sont les capacités d'agir**

des députés européens.

FICHES PRATIQUE / 2014

10 fiches pour comprendre les difficultés associatives



Le Collectif propose un ensemble de **10 fiches partant des difficultés concrètes rencontrées par les associations** pour en faire une explication en lien avec le travail d'analyse et d'alerte mené par nos groupes de travail.

Il s'agit de comprendre d'où viennent ces difficultés, les mécanismes en cours et de proposer des pistes d'action.

C'est donc un **outil pédagogique** qui vise à sortir du débat, **se forger une culture politique** sur l'ensemble des sujets du CAC et à pouvoir établir collectivement des propositions.

Livret d'appuis à la constitution de collectifs locaux d'associations citoyennes

LIVRET D'APPUI
À LA CONSTITUTION DE COLLECTIFS LOCAUX
D'ASSOCIATIONS CITOYENNES



Se dit « citoyenne » toute association dont le projet, au-delà de la satisfaction de ses membres, s'adresse à l'intérêt général et se préoccupe du « bien commun ».

Octobre 2014

Collectif des Associations Citoyennes
Chez Progrès et Culture
108, Rue de la République - 93011 Paris
Tel : 07 70 98 78 56

Mai : contact@associations-citoyennes.net
Site : www.associations-citoyennes.net
www.nonstopnonstopassociations.net

Ce très court livret commence ainsi : *se dit « citoyenne » toute association dont le projet, au-delà de la satisfaction de ses membres, s'adresse à l'intérêt général et se préoccupe du « bien commun ».*

Cet outil d'appuis récence les associations relais (ou collectifs locaux) sur les territoires, les textes de références du CAC et liste 6 propositions pour prendre en compte le rôle fondamental des associations dans la société, tout en rappelant qu'il n'est pas si difficile de provoquer un rassemblement local susceptible de donner naissance à un Collectif local d'associations Citoyennes.

Répertoire de l'écologie au quotidien

Pour se mobiliser contre le dérèglement climatique et pour la transition écologique



Afin de contribuer à la lutte contre le dérèglement climatique, le CAC a entrepris d'être partie prenante de la mobilisation liée à la conférence climatique, en lien avec beaucoup d'autres mouvements, rassemblés dans Coalition Climat 21, et avec Alternatiba Ile-de-France notamment.

Il a réalisé un répertoire des actions réalisables par les citoyens en comptant sur leurs propres forces. Il s'agit de montrer que chacun peut agir là où il est contre le dérèglement climatique et pour la transition écologique. Il ne s'agit pas de renvoyer sur les décisions individuelles la responsabilité du changement climatique, mais de créer les conditions d'une mobilisation beaucoup plus large.

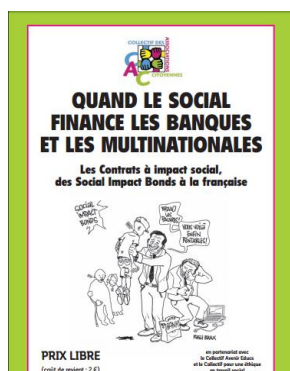
Nous espérons ainsi lutter contre l'obstacle majeur à la transition écologique que constituent le productivisme et le consumérisme, c'est-à-dire la volonté des consommateurs d'exercer au maximum leur pouvoir de consommer selon leurs envies,

tout en étant conditionnés par les médias et la publicité.

Le but de ce répertoire est aussi de montrer que les alternatives à la société de consommation et au culte de la croissance ne sont pas des solutions tristes mais des solutions joyeuses, conviviales et porteuses d'un nouvel art de vivre.

Les Contrats à Impact Social : des SIB à la française !

Livret co-écrit par les 3 collectifs : des associations citoyennes, avenir Éducs, pour une éthique du travail social



Le CAC s'est mobilisé depuis 2014 pour faire connaître la réalité et les dangers de la mise en place des « SIB (Social Impact Bonds). Après avoir annoncé il y a un an, qu'il ne donnerait pas suite à ce projet, le gouvernement a lancé le 15 mars 2016 un appel à projets pour expérimenter la mise en place de Contrats à Impact Social (CIS), déclinaison à la française des « SIB ». Depuis lors, différentes administrations de l'État démarchent collectivités, fondations, établissements publics et grandes associations afin de mettre en place ces CIS/SIB. Cette opération sert notamment de justification à la poursuite de la baisse des financements publics.

Afin de mettre en garde les différents acteurs et de les éclairer, le CAC publie cette brochure A5 de 32 pages, en partenariat avec le Collectif avenir Éducs et le Collectif pour une éthique du travail social, qui a été et mis en page grâce au remarquable travail de graphiste d'Iréna Havlicek et tirée à plusieurs milliers d'exemplaires.

Cette publication constitue un outil pédagogique d'analyse du mécanisme des SIB/CIS, de l'appel à projet du 15 mars 2016 et des premières actions susceptibles d'être financées par les Contrats à impact social. C'est aussi une analyse de l'effet des politiques néolibérales à l'œuvre à travers ce projet, qui remettent en question les principes de solidarité, le sens de l'engagement associatif et du travail social.

REPertoire / Septembre 2016

Répertoire « Plaine commune » d'écologie

Premier guide/répertoire local d'écologie au quotidien



L'écologie au quotidien à Plaine Commune

Guide de propositions concrètes



possible d'agir près de chez soi.

Le répertoire national d'actions écologiques créé par le CAC en 2015 fait des petits, nous sommes heureux d'annoncer la naissance du premier répertoire local d'action écologique réalisé sur le territoire de Plaine Commune.

Il regroupe plus de 200 pistes d'actions réalisables par les citoyens de Plaine Commune, seuls ou en groupe, pour contribuer à la transition écologique et lutter contre le changement climatique. Ce n'est pas un catalogue d'exemples qu'il s'agirait d'imiter, mais plus une boîte à idées permettant à chacun de voir concrètement qu'il est

GUIDES-REPertoires / Mai 2017

Guide des actions écologiques de Vitry/Ivry/Choisy



Le guide local des actions écologiques au quotidien - édition « Ivry-sur-Seine, Vitry-sur-Seine et Choisy-le-Roi » est sorti officiellement dimanche 21 mai à l'occasion de la fête du lilas à Vitry-sur-Seine.

Ce guide, réalisé grâce à Elodie Desmonière (*chargée de mission écologie et transition qui est en charge du projet au sein du CAC*), comporte des pistes d'actions réalisables par les citoyens de Seine Amont, seuls ou en groupe, pour contribuer à la transition écologique et lutter contre le changement climatique. Ce n'est pas un catalogue d'exemples qu'il s'agirait d'imiter, mais plus une boîte à idées permettant à chacun de voir concrètement qu'il est possible d'agir près de chez soi.

Guide des actions écologiques de la Somme



Nous avons annoncé officiellement la sortie du guide des actions écologiques de la Somme le samedi 13 mai à l'occasion de la fête du printemps à Amiens. En effet, le CAC et le CLAC 80 (*Collectif local des associations citoyennes du 80*) étaient présents à Amiens lors de cet événement, *organisé par le GAS, le jardin du bout d'la rue et la briqueterie*, pour présenter le tout nouveau Guide locale des actions écologiques au quotidien édition « SOMME ».

Ce guide, réalisé grâce à Elodie Desmonière (*chargée de mission écologie et transition qui est en charge du projet au sein du CAC*), comporte des pistes d'actions réalisables par les citoyens de Seine Amont, seuls ou en groupe, pour contribuer à la transition écologique et lutter contre le changement climatique. Ce n'est pas un catalogue d'exemples qu'il s'agirait d'imiter, mais plus une boîte à idées permettant à chacun de voir concrètement qu'il est possible d'agir près de chez soi.

Bref historique de la protection sociale en France

de Jean Claude BOUAL

4



Ce livret (rédigé par JC Boual et mis en page par Iréna Havlicek, tous deux au conseil d'administration du CAC) n'a d'autre prétention que de poser quelques jalons, d'éclairer les enjeux des transformations en cours et de permettre, à chacune et à chacun, de s'emparer de ces questions et de prendre part au débat.

Le système de protection sociale que nous connaissons aujourd'hui n'est ni condamné, ni obsolète. Il est consubstantiel de notre société, de notre niveau de vie, de notre cohésion sociale, de notre démocratie. Rien n'est inéluctable et surtout pas le pire... si la société s'en mêle.

Le Collectif des Associations Citoyennes a décidé de publier ce livret à la suite des journées de travail sur l'implication des associations dans le domaine social et sur les conséquences de l'arrivée des SIB (Social Impact Bonds) dans notre pays, sous la forme « Contrats à impact social ».

Guide des relations entre associations et financeurs publics : une illustration par la culture

Travail collectif CAC / Opale / UFISC/ RTES / Brigitte Clavagner réalisé par Opale/CRDLA



Ce guide juridique recense et clarifie les nouvelles relations et modes de coopération entre les pouvoirs publics et les associations. Prenant appui sur des exemples dans le secteur culturel, il s'adresse néanmoins à toutes les associations.

Garantir la place des associations dans la société passe par la (re)légitimation de la subvention. Dans un contexte marqué par la raréfaction (organisée) de l'argent public et par un recours accru à la commande publique, il est crucial d'identifier les outils d'une relation contractuelle qui préserve la capacité d'initiative citoyenne.

A travers un partenariat entre AlcyConseil, Opale/CRDLA Culture, l'Union d'Intervention des Structures Culturelles (Ufisc), le Collectif des associations citoyennes (CAC) et le Réseau des collectivités territoriales pour une économie solidaire (RTES), ce guide se veut être à la fois un recensement des différents modes de coopération et d'intervention possibles des associations auprès des pouvoirs publics et une boîte à outils, visant à favoriser un partenariat équilibré et sécurisé sur le plan juridique.

Expliciter la circulaire Valls, les règles qui régissent et différencient les subventions dans le cadre de la loi ESS des aides d'Etat dans la réglementation européenne, de la commande publique, comprendre les articulations entre toutes ces règles, telles sont les ambitions que se donne ce guide.



Petite sélection du CAC :

La transition Ecologique

dans les

Productions Artistiques



Petite sélection de productions artistiques traitant de la transition écologique

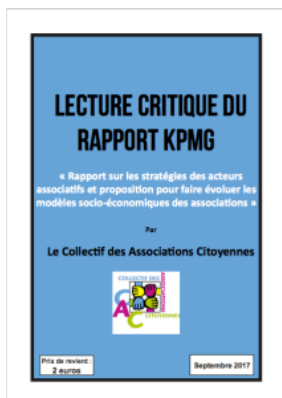
Ces fiches de sélection ont été réalisées par Elodie Desmonière (chargée de mission écologie et transition qui est en charge du projet au sein du CAC).

Cette sélection rassemble un certain nombre de productions artistiques réalisées par des troupes de théâtre ou de cirque, des danseurs, des clowns, des musiciens, des plasticiens, des cinéastes engagés pour la lutte contre le changement climatique et pour la transition écologique. Elle tente de montrer qu'une approche différente des questions environnementales est possible. En effet, l'art et la culture sont de formidables outils de sensibilisation. Ils proposent des éclairages différents et

permettent de se remettre en question et de s'informer de manière ludique mais sérieuse!

LIVRET / Septembre 2017

Lecture critique du rapport KPMG sur « les stratégies des acteurs associatifs et propositions pour faire évoluer leurs modèles socio-économiques »



Le CAC, et notamment un de ses membres GM, a lu et analysé le rapport* réalisé par le cabinet d'étude KPMG. Dans la trentaine de pages qui le constitue, nous souhaitons remettre en cause des éléments énoncés par ce cabinet. Cette lecture a pour objectif de déconstruire les évidences mises en avant par KPMG.

Loin donc des théories complotistes qui entendent réduire l'espace politique à celui des intentionnalités unilatérales, il est important de prendre conscience de la lutte politique en jeu afin de prendre ce rapport pour ce qu'il est : ni plus ni moins que l'annonce, à plus ou moins long-terme, de la mort du milieu associatif, ou du moins de sa « mutation » – à tel point qu'on peut légitimement se demander si l'objet mutant qui tend à s'imposer sera toujours susceptible d'être qualifié d'« association ».

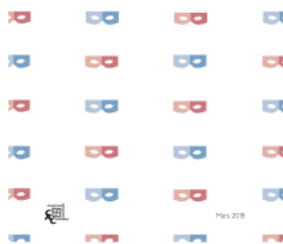
*Fin avril 2017, KPMG France, cabinet d'audit et de conseil, a sorti un « Rapport sur les stratégies des acteurs associatifs et proposition pour faire évoluer les modèles socio-économique des associations ». Ce rapport, mené d'avril 2016 à janvier 2017, a été commandité par l'UDES et le Mouvement Associatif. « Cette étude dresse un état des lieux des enjeux liés aux modèles socio-économiques des associations, propose différentes stratégies d'évolution possibles, et présente les leviers d'évolution à activer pour les mettre en œuvre. Certaines propositions s'adressent directement aux pouvoirs publics afin qu'ils s'en saisissent, et contribuent à leur niveau à accompagner ces évolutions. » Ce texte est issu du site internet de KPMG où vous pouvez retrouver le rapport en question.

LIVRET / Février 2018

Associations citoyennes : résister et construire De quoi nos gouvernants sont-ils le masque ?

de Jean Claude BOUAL

Ce tout nouveau livret est proposé par Jean-Claude BOUAL [président du Collectif des Associations Citoyennes (CAC)] où il compile ses différentes analyses et celles issues à la fois :



♦ des échanges de la [réunion plénière de juin 2017](#) « Comment poursuivre nos engagements associatifs ? »

♦ et de ceux de notre [Université d'été 2017 à Lyon](#) qui ont été rédigés par Didier Minot [membre fondateur du CAC].

Ce texte est construit en 3 parties :

- une analyse du programme et de l'action gouvernementale en termes de destruction de l'État social, des droits de la démocratie, avec « à la fois » des concessions mineures qui brouillent les pistes ;
- une réflexion sur la bataille d'idées autour de société civile et du rôle des associations ;
- des perspectives pour envisager comment les associations peuvent résister et construire dans ce nouveau contexte.

LIVRET / Septembre/Octobre 2018

Comité Action Publique 2022 : les multinationales à l'assaut de l'État

de Jean Claude BOUAL



Ce livret, proposé par Jean-Claude BOUAL [*président du Collectif des Associations Citoyennes*], permet de mettre en lumière que le rapport « Action Publique 2022 » est bien plus que la suite de la politique de Révision des Politiques Publiques (RGPP) : l'idéologie va au-delà d'une privatisation classique des missions de service public et des fonctions administratives ou même d'une délégation de service public au privé, voire d'une mise à disposition de l'État aux services de groupes financiers et multinationales... Ce qui est prôné là c'est que ce sont ces derniers qui SONT l'État ; qui écrivent la loi, font les normes, les contrôlent !

C'est ce que s'attache à démontrer cette brochure à travers l'analyse croisée de différents textes : du rapport Action Publique 2022, de la loi PACTE, de la loi ELAN, ainsi que des lois sur la « refonte de la formation professionnelle », « pour une société de confiance », etc.

LIVRET / Janvier 2019

Dix thèses à propos des « Gilets jaunes », Dix thèses pour les associations Dix contre-thèses à propos du macronisme

de Jean Claude BOUAL



Cette brochure du président du Collectif des associations citoyennes (CAC) n'a pas pour objet de traiter toutes les questions que soulèvent la mobilisation des « gilets jaunes », ni d'en faire une analyse définitive. C'est impossible au stade où nous en sommes, c'est trop tôt, le mouvement n'est pas terminé et ses répercussions se feront sentir dans le temps.

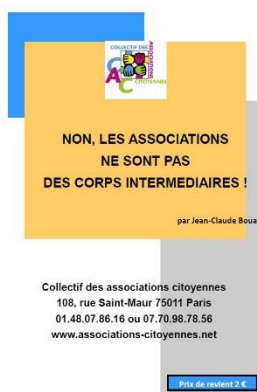
Il est apparu au CAC, qu'une contribution même partielle, même provisoire, et au risque de se tromper, pouvait être utile aux associations citoyennes pour les débats et actions qu'elles mènent quotidiennement.

Cette brochure n'a pas d'autre ambition, mais c'est déjà beaucoup !

LIVRET / Juin 2020

NON, les associations ne sont pas des corps intermédiaires !

de Jean Claude BOUAL



Dans les débats médiatiques, la presse, mais aussi dans les études de sociologie, les associations sont présentées comme des corps intermédiaires, sans toutefois préciser intermédiaire entre quoi et quoi. Associations et syndicats ont tendance à accepter cette position d'intermédiaire, voire la revendiquent. Cette notion fourre-tout mérite pourtant d'être réexaminée, discutée, et pour ce qui nous concerne réfutée. Non les associations (citoyennes) ne sont pas des corps intermédiaires. Ce sont des outils que se donnent les résidents de la cité pour faire ensemble des activités qu'ils ont décidé ensemble et dont ils ont défini les règles de fonctionnement ensemble.

Pour comprendre pourquoi cette notion a resurgi dans le débat public depuis quelques années, nous proposons d'examiner ses définitions, l'histoire de ce concept ainsi que son utilisation politique.